



PREFECTURE DU RHONE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Lyon, le 31 mai 2007

Sous-Direction de l'Environnement
et du Développement Durable

3^{ème} Bureau
Environnement industriel

Affaire suivie par Gaëlle ARBEY

☎ : 04 72 61 41 47

Fax : 04 72 61 64 26

✉ : gaelle.arbey@rhone.pref.gouv.fr

ARRETE n°2007-3424

**portant création du
Comité Local d'Information et de Concertation auprès
des sociétés DISPAGRI à CHAPONNAY,
CREALIS et SOCIETE DU DEPOT DE SAINT-PRIEST à SAINT-PRIEST**

*Le Préfet de la zone de défense Sud-Est
Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur*

- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L125-2 et D125-29 à D125-34 ;
- VU le code du travail ;
- Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- Vu la circulaire du 26 avril 2005, du Ministre de l'écologie et du développement durable d'application du décret n°2005-82 codifié aux articles D125-29 à D125-34 du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 1990 modifié, portant création du Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles et des Risques dans l'Agglomération Lyonnaise (SPIRAL) ;

.../...

VU l'arrêté préfectoral du 7 mai 1993 modifié régissant l'ensemble des activités de la société DISPAGRI dans son établissement situé parc d'affaires de la vallée de l'Ozon à CHAPONNAY ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 octobre 1968 modifié régissant l'ensemble des activités de la SOCIETE DU DEPOT DE SAINT-PRIEST dans son établissement situé 16 rue des Pétroles à SAINT-PRIEST ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 avril 1964 modifié régissant l'ensemble des activités de la société CREALIS dans son établissement situé 20, rue de Bourgogne à SAINT-PRIEST ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de MIONS du 8 février 2007 et le courrier de la commune du 23 mars 2007 ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de VENISSIEUX du 19 mars 2007 et le courrier de la commune du 20 mars 2007 ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de CORBAS du 26 mars 2007, le courrier de la commune du 27 mars 2007 et le courriel du 22 mai 2007 ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de SAINT-PRIEST du 29 mars 2007 et le courrier de la commune du 5 avril 2007 ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de CHAPONNAY du 24 avril 2007 et le courrier de la commune du 21 mai 2007 ;

VU le courrier du 29 janvier 2007 de la SOCIETE DU DEPOT DE SAINT-PRIEST à SAINT-PRIEST ;

VU le courrier du 12 février 2007 de la société DISPAGRI à CHAPONNAY ;

VU le courrier du 25 avril 2007 de la société CREALIS à SAINT-PRIEST ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : CREATION

Un Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) est créé autour des sociétés DISPAGRI à CHAPONNAY, CREALIS et SOCIETE DU DEPOT DE SAINT-PRIEST à SAINT-PRIEST, dont les installations figurent sur la liste prévue au IV de l'article L 515-8 du Code de l'environnement, et dont le périmètre d'exposition aux risques visé à l'article L 515-15 du Code de l'environnement inclut au moins un local d'habitation ou un lieu de travail permanent à l'extérieur de l'établissement, sur le territoire des communes de CORBAS, CHAPONNAY, MIONS, VENISSIEUX et SAINT-PRIEST.

.../...

ARTICLE 2 : COMPOSITION

Le comité est composé de 29 membres nommés pour une durée de trois ans renouvelable, répartis en cinq collèges suivant la liste ci-dessous :

- Collège « administration » :

- Le Préfet, ou son représentant,
- Un représentant du service interministériel de défense et de protection civile,
- Un représentant du service départemental d'incendie et de secours,
- Un représentant du service chargé de l'inspection des installations classées,
- Un représentant de la direction départementale de l'équipement,
- Un représentant du service chargé de l'inspection du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

- Collège « collectivités territoriales » :

- M. REPELIN, vice-président de la Communauté Urbaine de Lyon,
- M. COSTE, conseiller municipal de la commune de CORBAS,
- M. MONTAGNE, adjoint à la sécurité, citoyenneté et à l'environnement de la commune de MIONS,
- M. PERRET, adjoint délégué au cadre de vie de la commune de VENISSIEUX,
- Mme MICHALLON, conseillère municipale de la commune de CHAPONNAY,
- M. FREY, conseiller municipal délégué à la prévention des risques majeurs aux établissements classés et à la lutte contre les pollutions, de la commune de SAINT-PRIEST.

- Collège « riverains » :

- M. THIEBAUX, membre de l'association APECO (Association pour la protection de l'environnement de Corbas),
- M. BARTHELEMY, membre du collectif citoyen de MIONS,
- M. BOTTEX, membre de l'association Vénissieux Ecologie,
- M. JEAN-JEAN, membre de l'association ADEC (Association de Défense de l'Environnement de Chaponnay),
- Mme CUISSARD, membre du conseil de quartier de la Cité Berliet.

- Collège « exploitants » :

- M. BRILAUD, directeur du site de la société CREALIS,
- M. ROBIN, responsable sécurité environnement, de la société CREALIS,
- M. VELTER, directeur général de la SOCIETE DU DEPOT DE SAINT-PRIEST,
- Mme CORDIER, directrice du terminal de la SOCIETE DU DEPOT DE SAINT-PRIEST,
- M. BIHOREL, directeur général délégué de la société DISPAGRI,
- M. BERTHIER, directeur logistique de la société DISPAGRI.

- Collège « salariés » :

- M. CAILLE, responsable maintenance, de la société CREALIS,
- M. KEROUANI, chargé du service production, de la société CREALIS,
- M. SATRE, délégué santé de la SOCIETE DU DEPOT DE SAINT-PRIEST,
- M. RUMEAU, responsable entretien de la SOCIETE DU DEPOT DE SAINT-PRIEST,
- M. GILLET, responsable d'exploitation de la société DISPAGRI,
- M. BERBAZAT, chef d'équipe de la société DISPAGRI.

ARTICLE 3 : ORGANISATION - FONCTIONNEMENT

Le préfet ou son représentant, nomme le président, sur proposition du comité, lors de la première réunion.

Chaque membre peut mandater un des membres du comité pour le remplacer en cas d'empêchement. Un membre peut recevoir deux mandats au maximum.
Tout membre qui perd la qualité au titre de laquelle il a été nommé est réputé démissionnaire.

Le comité se réunit au moins une fois par an et en tant que de besoin, sur convocation de son président. Le président doit réunir le comité si la majorité des membres en fait la demande motivée. Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis quatorze jours calendaires avant la date à laquelle se réunit le comité.

La voix du président est prépondérante pour les avis et les décisions approuvés par la moitié des membres présents ou représentés.

Le président peut inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière.

ARTICLE 4 : SECRETARIAT

Le secrétariat du comité est assuré par le Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles et des Risques dans l'Agglomération Lyonnaise (SPIRAL).

Le SPIRAL pourra se faire assister par un prestataire dont le choix sera soumis à l'avis de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) attributaire des crédits de fonctionnement, pour l'aider à assurer sa mission.

Le secrétariat assure la rédaction d'un compte-rendu de réunion, soumis à l'approbation du service d'inspection avant signature par le président du comité, et en transmet une copie à chaque membre.

Il est tenu un répertoire en ligne des comptes-rendus des réunions.

Les technologies de l'information et de la communication seront utilisées autant que possible pour diffuser auprès des membres du comité tout élément utile à leur information tels que les compte-rendus de réunions et les convocations.

ARTICLE 5 : MISSIONS

Le comité a pour mission de créer un cadre d'échange et d'informations entre les différents représentants des collèges énoncés à l'article 2, sur les actions menées par les exploitants des installations classées Seveso AS, situées dans son périmètre d'intervention, sous le contrôle des pouvoirs publics, en vue de prévenir les risques d'accidents majeurs que peuvent présenter les installations (y compris, éventuellement les activités connexes).

En particulier :

- Le comité est associé à l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) et émet un avis sur le projet de plan en application de l'article L. 515-22 du code de l'environnement. Cet avis est débattu en séance et approuvé à la majorité des membres présents ou représentés,
- Le comité est informé par les exploitants des éléments contenus dans le bilan décrit à l'article D. 125-34 du code de l'environnement. Le comité fixe la date et la forme sous lesquelles les exploitants lui adressent ce bilan,
- Le comité est informé le plus en amont possible par les exploitants des projets de modification ou d'extension des installations visées à l'article 1^{er}.
- Le comité est destinataire des rapports d'analyse critique réalisés en application de l'article 3 du décret n° 77-133 du 21 septembre 1977 relatif à l'analyse critique d'éléments du dossier d'autorisation,
- Le comité est destinataire des plans d'urgence et est informé des exercices relatifs à ces plans,
- Le comité peut émettre des observations sur les documents réalisés par les exploitants et les pouvoirs publics en vue d'informer les citoyens sur les risques auxquels ils sont exposés,
- Le comité peut demander des informations sur les accidents dont les conséquences sont perceptibles à l'extérieur du site,
- Le président du comité est destinataire du rapport d'évaluation prévu par l'article L. 515-26 du code de l'environnement.

Le SPIRAL, en liaison avec les exploitants et sous contrôle du service chargé de l'inspection des installations classées, s'assure que sont exclues du cadre d'échange et des éléments portés à la connaissance du comité, les indications susceptibles de porter atteinte au secret de défense nationale ou aux secrets de fabrication, ainsi que celles de nature à faciliter la réalisation d'actes de malveillance ou à faire obstacle à l'application des mesures mentionnées aux articles R 125-9 à R 125-14 du code de l'environnement.

Les collectivités territoriales membres du comité l'informent des changements en cours ou projetés pouvant avoir un impact sur l'aménagement de l'espace autour desdites installations.

Le comité peut faire appel aux compétences d'experts reconnus, notamment pour réaliser des tierces expertises sur les études présentées par les exploitants ou pour éclairer les débats sur une décision ou un dossier, par délibération approuvée à la majorité des membres présents ou représentés. L'intervention de l'expert est réalisée sans préjudice des dispositions prévues à l'article 3 (6°) du décret du 21 septembre 1977 relatif à l'analyse critique d'éléments du dossier d'autorisation.

ARTICLE 6 : INFORMATION DU PUBLIC SUR LES TRAVAUX DU CLIC

Le comité met régulièrement à la disposition du public un bilan de ses actions et les thèmes des prochains débats.

Ce bilan ne comportera pas de données portant sur les secrets de fabrication ou de nature à faciliter des actes susceptibles de porter atteinte à la santé, la sécurité et la salubrité publiques.

Sans préjudice des dispositions prévues aux articles 5 et 6 du présent arrêté, chaque membre du comité s'engage à faire preuve de discrétion en ce qui concerne les faits et les informations susceptibles de porter atteinte au maintien de la sécurité publique, dont il a eu connaissance dans l'exercice de son mandat.

ARTICLE 7: MESURES DE PUBLICITE

1. Une copie du présent arrêté sera déposée dans les mairies de CHAPONNAY et SAINT-PRIEST, et à la préfecture du Rhône (Direction de la Citoyenneté et de l'Environnement - 3^{ème} Bureau) et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.
3. Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Rhône.

ARTICLE 8 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 9 : EXECUTION

Chaque membre déclare avoir pris connaissance, par sa signature, du présent arrêté et s'engage à en respecter les termes.

Le secrétaire général de la préfecture, ainsi que les directeurs des administrations mentionnés à l'article 2 sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- à l'ensemble des membres du comité,
- aux maires de CHAPONNAY et SAINT-PRIEST, chargés de l'affichage prescrit à l'article 7 précité,
- aux exploitants.

**CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL**

Pour le Préfet,
L'Adjoint au Chef de Bureau

Gaëlle GERVASON

LYON, le 31 MAI 2007

Le Préfet,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,
Christophe BAY